

LE NUMERO
F
0,50

L'ÉTOILE ROUGE



CHANTIERS NAVALS
LE PROCES
DE MOSCOU
17
FEV
66
LYCEES
SAINT-DOMINGUE
NUMERO
3

L'ETINCELLE

Numéro 3

17 février 1966

SOMMAIRE:

Luttes de classes à Saint-Domingue	Page 1
Le procès de Moscou	Page 4
Lettre d'un lycéen	Page 7
Chantiers navals	Page 10

Le directeur-gérant:

J.-P. Chapron
Im. Galion
Portes de la mer
HEROUVILLE-ST-CLAIR

Le comité de rédaction:

J.-P. Chapron
B. Le Bris
A.-M. Machuroux
P. Petit
A. Rosevègue

LUTTES DE CLASSES A ST. DOMINGUE

24 Avril 1965 : une insurrection populaire dirigée contre le régime dictatorial issu du coup d'Etat de Septembre 1963 éclate à St. Domingue. Réclamant le respect de la constitution adoptée sous le gouvernement Bosh, le mouvement démocratique constitutionnaliste s'amplifie rapidement. Seule l'intervention armée directe permet à l'impérialisme yankee de freiner pour quelques temps le magnifique élan populaire. (1)

Dès 1898, le gouvernement américain se pré-occupait de "la liberté et l'émancipation des masses dominicaines". Saint-Domingue servit de terrain d'investissement comme les autres pays d'Amérique Latine: le contrôle direct des Etats Unis sur la vie politique se mua en un régime "démocratique", après la création d'une garde nationale capable de protéger les raffineries sucrières. Un certain Rafael Trujillo en prit la tête en 1930, au service des oligarchies (latifundias I, semi-féodaux, grands bourgeois) et de l'impérialisme américain. La tâche essentielle était non pas de prendre la tête de la bourgeoisie nationale et de développer le capitalisme local, mais au contraire d'en freiner l'évolution indépendante et libre, pour lui substituer le seul monopole géant de l'impérialisme yankee qui accapara les grandes entreprises du pays ainsi que les meilleures terres: situation classique des pays "sous-développés". En 1945, un vaste mouvement revendicatif se déclencha dans les centrales sucrières mais fut écrasé. Une période de calme politique qui s'ensuivit de 1950 à 1956, consécutif à un essor économique, se termina par une crise aliénant à Trujillo jusqu'à certaines couches de la bourgeoisie. Parallèlement se développait dans les Caraïbes une vague révolutionnaire qui allait triompher à Cuba. La révolution cubaine ayant franchi le stade de la libération nationale, non pas sous une direction bourgeoise mais sous direction révolutionnaire prit le chemin des transformations socialistes et devint l'exemple du combat contre la dictature yankee. L'avènement de l'ère socialiste dans un pays d'Amérique Latine étant devenu pour tous les peuples opprimés un exemple par trop exaltant, Trujillo fut éliminé par le C.I.A. et remplacé par le gouvernement bourgeois à façade démocratique de Bosh. En dépit de son programme de "rénovation démocratique" (le gouvernement Bosh réclamait un élargissement du secteur public, condamnait les latifundias, proposait la suppression des monopoles industriels et commerciaux) Bosh que les masses populaires ne soutenaient pas plus qu'il ne

② s'était appuyé sur elles, fut à son tour renversé par un coup d'Etat. Une période trouble de luttes de masses, de luttes de guérilla s'instaura contre le nouveau régime dit "triumvirat" avec le développement d'insurrections dans les quartiers populaires.

Une partie de l'armée décida de faire un autre putsch face au coup d'Etat de 63. L'insurrection d'une partie de l'armée nationale le 24 Avril 65 fut suivie par un mouvement de masses dans la capitale et relativement vite les militaires insurgés se mirent au service du peuple avec le mot d'ordre de retour de Bosh et des institutions démocratiques. La contre-révolution de Wessin allait être écrasée lorsque les troupes américaines débarquèrent. Elles usèrent tout d'abord de leur démagogie habituelle: distribution de coca-cola, de glaces aux petits Dominicains, de farine etc... mais très vite encerclèrent la capitale. La direction constitutionnaliste fut prise de court par la perspective de cessez-le-feu et la signature de l'Acte de St.Domingue.

Les troupes US, le bastion réactionnaires des militaires dominicains, les délégués de l'O.E.A. et le nonce apostolique assurèrent la représentation d'une classe unie de nos jours à l'échelle internationale contre les forces de la révolution mondiale. Après l'installation d'une zone de sécurité coupant la capitale en deux, les troupes de Wessin reprirent l'offensive, aidées très vite directement par les Américains. Face à la supériorité militaire des impérialistes, les insurgés acceptèrent un statu-quo provisoire après les 15 et 16 Juin 65.

Les éléments droitiers et bourgeois quittèrent le mouvement ou cultivèrent chez les combattants le pessimisme et le défaitisme. Parallèlement la conscience de classe s'accrut chez les combattants et le mouvement, profitant du statu-quo, s'organisa dans la capitale et dans tout le pays. La mise en place du gouvernement provisoire de Godoy, jouant un jeu de bascule entre les deux factions militaires, renvoyant dos à dos insurgés et contre-révolutionnaires, écartant de la scène politique dominicaine constitutionnalistes et réactionnaires, ne peut être qu'une situation provisoire. Le terrorisme de droite s'accroît, les généraux réactionnaires restent à St.Domingue et attendent le feu vert des Américains pour repasser à l'attaque. Il semble que certains éléments de l'armée constitutionnaliste flanchent. Mais l'unité populaire solide réalisée au cours de la lutte récente obligea les groupes politiques de gauche à surmonter leurs divergences sur la base de l'évolution réelle du combat.

Un combat puissant pour la terre se développe pour la première fois dans la campagne permettant d'envisager un mouvement de guérilla sérieux. Les politiciens de l'oligarchie sont définitivement discrédités. Les objectifs bourgeois ne sont plus maintenant suffisants face à la conscience accrue des masses. Cependant l'instauration d'un régime de tyrannie militaire ne peut être exclue. Les troupes impérialistes représentent le principal obstacle sur le chemin de la marche en avant de la révolution dominicaine. Seule l'intervention armée des masses populaires sous direction révolutionnaire prolétarienne peut chasser les troupes américaines et entreprendre les transformations révolutionnaires de la structure économique de Saint-Domingue.

I Latifundias= grandes propriétés foncières.

BELGIQUE....

La Belgique est en pleine crise financière, le budget n'est pas voté, le pays vit au jour le jour. Crise sociale: licenciements, fermetures.

Crise politique: le gouvernement a présenté sa démission.

La majorité des travailleurs fait encore confiance au Parti Socialiste (P.S.B.) mais de plus en plus la base de ce parti réclame à sa direction: pas de collusion avec la bourgeoisie.

A la gauche du Parti Socialiste, la confédération socialiste des travailleurs et les partis communistes dénoncent les tentatives d'instauration de l'Etat fort, menace contenue dans le message royal.

Même retardé par Van ACKER et une éventuelle réussite éphémère à ces tentatives de coalition, l'affrontement entre une bour-

geoisie aux abois et une classe ouvrière résolue semble inévitable.

HONOLULU....

Après 11 ans de guerre, l'impérialisme yankee prend conscience du fait que sa domination n'est pas souhaitée (la conférence). Démarche qui ressemble étrangement à l'expérience de l'impérialisme français lors de la guerre d'Algérie (plan de Constantine) et qui consiste à masquer une accentuation de la guerre par des mesures sociales démagogiques.

Depuis 11 ans, le F.N.L. organise la production, éduque, alphabétise, gère les régions qu'il contrôle.

L'offensive de paix: une occasion supplémentaire de se démasquer que n'a pas raté Johnson.

④

LE PROCES DE MOSCOU

1936-1966: MOSCOU COMMEMORE LE 30me ANNIVERSAIRE DES PROCES

Les militants marxistes ont vis à vis de la création artistique une position de principe, préalable à toutes discussions: POUR OU CONTRE LA REVOLUTION. Cette question une fois tranchée, liberté totale doit être donnée aux artistes et aux créateurs, qui se sont prononcés pour la révolution, ce qui n'exclut pas mais suppose, des controverses multiples dont la violence formelle peut égaler la richesse de contenu.

Le jeudi 10 Février s'est ouvert à Moscou le procès de deux écrivains soviétiques plaissant non coupables Siniavski et Daniel, accusés de propagande anti-soviétique. Pour ou contre la révolution ? Pour ou contre le régime soviétique? Les deux questions devraient coïncider s'il était fait abstraction des différences qui peuvent exister entre le régime soviétique et les buts que la révolution d'Octobre avait assigné au Pouvoir des Soviets sous direction bolchevique.

Nous avons maintes raisons de penser que ces différences existent réellement. En effet, n'est-ce pas au nom de la lutte contre la propagande et les menées antisoviétiques que furent liquidés les Soviets et la vieille garde bolchevique (les sinistrement célèbres Procès de Moscou de 1936-38 furent le point culminant de cette liquidation), envoyés en déportation des millions de travailleurs soviétiques, emprisonnés ou déportés aussi avec ou sans procès, maints savants et artistes soviétiques.

Mais ce procès lui-même ne laisse aucun doute. Ne furent admis dans l'enceinte que quarante journalistes et une trentaine d'écrivains, tous soviétiques, ainsi que les parents des accusés. Il semble, d'ailleurs, que cette concession soit due à un tract réclamant un procès public, distribué peu avant l'ouverture, par des étudiants et des amis des accusés. Aucun correspondant étranger, Y COMPRIS CEUX REPRESENTANT LES JOURNAUX COMMUNISTES, ne fut admis aux débats. Seule l'agence Tass était chargée de rapporter "l'essentiel".

Pourquoi le black-out sur cette affaire? nous cache-t-on? Après le limogeage de Kroutchev décidé en "haut lieu", après ce procès, devient cocasse la formule de " L'URSS ETAT DU PEUPLE TOUT ENTIER ", tarte à la crème de tous ceux qui confondent concessions et "libéralisation" du stalinisme.

Qui sont les juges en dehors des fonctionnaires d'Etat? Des écrivains inconnus, appelés en qualité d'experts. L'un d'eux, Eremine, a saisi l'occasion de se faire connaître en s'érigeant dans les "Izvestia" accusateur public numero UN.

Siniavski, critique réputé, influent dans les milieux étudiants, et Daniel, sont accusés d'avoir fait publier et transmettre à l'étranger, sous les pseudonymes respectifs de Tertz et d'Arjack, des oeuvres au contenu "antisoviétique". Quel est ce contenu? Nous n'avons d'autres renseignements que ceux qui filtrent à travers l'accusation.

L'Unita, organe du PC italien, se demande si ce procès ne pose pas "le problème plus vaste des rapports entre la société soviétique et ses intellectuels, entre la politique et la culture".

D'après Eremine, les deux écrivains ont médité de Tchekhov et des classiques russes (en tant que pièce de procès, cette accusation révèle pour le moins un état d'esprit bougrement conservateur). Mais laissons cette diversion car il ne s'agit pas d'une querelle littéraire. Choisissons deux romans parmi ceux incriminés. Dans "ici Moscou", Arjack, alias Daniel, imagine que le gouvernement "compte tenu des progrès de bien-être et des nombreux souhaits exprimés par les travailleurs", a décidé de faire du 10 Août 1960 la "journée des meurtres au grand jour". Pendant cette journée l'auteur décrit un groupe d'intellectuels frondeurs qui se terrent chez eux en attendant que le danger soit passé. Imaginons ces travailleurs qui dans un contexte de développement des forces productives et d'un meilleur niveau de vie acceptent de moins en moins les contraintes stalinienne. Ces intellectuels dont les revendications se limitent à leur sécurité? Ce climat de purge? Allons donc! Les juges pourraient s'y tromper!

John Gollan, secrétaire général du PC britannique, a déclaré lundi soir: "la manière dont cette affaire a été menée a fait plus de mal à l'Union Soviétique que les écrits de Siniavski et Daniel qui, en tout état de cause, n'étaient pas très connus en G.B, avant que la presse soviétique ne les prenne à partie".

6 "Lioubimov", titre d'une nouvelle fantastique de Siniavski-Tertz, est le nom d'une ville imaginaire qui s'érige en Etat indépendant contre le pouvoir soviétique, sous la direction d'un monteur de bicyclettes, Tikhomirov, lequel a découvert un moyen magique d'agir à distance sur la conscience des hommes et prétend ainsi accélérer dans sa ville l'avènement du communisme. Imagination fantastique, la transformation "magique" du "Socialisme dans un seul pays" en "le Communisme dans vingt ans"? Alors dans ce cas, les "têtes de linotte" aussi sont fantastiques.

Il s'agit manifestement de critiques sociales et politiques, tout autre chose que de la poésie fantastique. Pourquoi les écrivains n'ont-ils d'autres issues que l'oeuvre imaginaire pour exprimer leurs critiques et leurs revendications, Camarade Procureur Général? Nous comprenons les raisons du huis-clos. Nous comprenons le peu de sérieux apparent des accusations, sans commune mesure apparente avec les lourdes peines infligées. Le temps n'est plus où un écrivain oppositionnel pouvait disparaître sans laisser de traces, et d'aucuns doivent penser que cela est bien dommage car même ces accusations font office de boomerang et servent la cause des accusés. Eremine reproche à Siniavski d'avoir manqué de respect à la mémoire de Lénine dans "Lioubimov". Mais Staline n'a-t-il pas érigé le culte de Lénine pour faire oublier le "Testament", et invalider la liquidation du Parti Bolchevique (I) et de l'Opposition de Gauche? Les "injures" des deux écrivains contribueraient à accroître le danger de guerre. Ne s'agit-il pas là d'un vieux chantage stalinien (ne pas donner d'armes à l'ennemi) dont la forme présente est le complément nécessaire à la "coexistence pacifique"? Les deux hommes sont accusés enfin d'avoir pris parti, avec l'ensemble de la presse littéraire soviétique, contre un roman-pamphlet "Pourriture", dirigé contre les milieux littéraires et artistiques de gauche. N'est-ce pas avouer que CE PROCES N'EST AUTRE QU'UN SERIEUX COUP D'AVERTISSEMENT ? C'est avouer aussi que les bases objectives du stalinisme deviennent de plus en plus faibles.

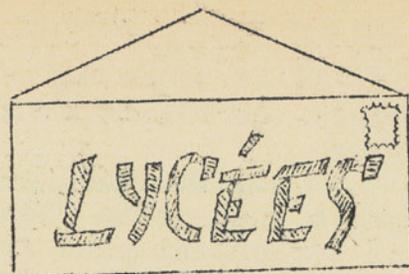
Aragon dans l'Humanité du 16/2: "Qu'on les prive de leur liberté pour le contenu d'un roman ou d'un conte, c'est faire du délit d'opinion un crime d'opinion, c'est créer un précédent plus nuisible à l'intérêt du socialisme que ne pouvaient l'être les oeuvres de Siniavski et Daniel."

°sans blague!(NDLR)

Sept ans et cinq ans de réclusion respectivement pour Siniavski et Daniel. "Moscou proclame la Démocratie et le Socialisme" prétend le procureur général. Dans ce cas: publication immédiate du procès verbal! Retour au pouvoir politique des Soviets! Et que les Soviets jugent..... Mais prends garde, ô lecteur, à mon délire fantastique.

(I) Le Parti Bolchevique (Pierre Broué; Ed. de Minuit)

DANS
NOTRE
COURRIER :



7

"Il fut un temps où la discipline se concevait par la contrainte, les humiliations et les châtiments corporels. L'enseignement était alors un bourrage de crâne perpétuel; on fabriquait constamment des machines à latin ou à mathématiques.

Ces temps sont révolus, ou presque. Ces châtiments corporels n'existent plus. La vieille maxime républicaine: "faire des citoyens responsables" a fait quelque peu disparaître ce qu'il y avait de scolastique dans l'enseignement. Cependant, sous l'action de vieux professeurs réactionnaires, l'enseignement conserve son caractère de bourrage de crâne à l'état pur. S'ajoute à cela un plan de réforme désastreux: le plan Fouchet. Il fait peser sur les lycéens la menace d'une sélection draconienne, les empêchant de poursuivre leurs études en faculté, ou les obligeant même à l'arrêt en 3ème.

De plus, une discipline ridicule, renforcée depuis quelques temps, rend de plus en plus irrévocable l'arbitraire de l'administration. Le règlement intérieur, et en particulier dans les lycées de filles est de plus en plus sévère: carte de sortie obligatoire, limitation abusive des sorties en ville, multiplication injustifiée des consignes ou des points disciplinaires, pleins pouvoirs de l'administration etc...

La situation actuelle de l'enseignement devient lamentable. Les conditions de travail sont de plus en plus difficiles. Les classes trop petites. Les élèves trop nombreux. Les professeurs en trop petit nombre et d'une formation pédagogique pratiquement nulle. Tout tend à transformer les lycées en caserne pour fabriquer des individus dociles par rapport à l'Etat bourgeois.

Face à cela, les lycéens rouennais à l'exemple de ceux de Paris et d'Evreux ont formé un organisme d'autodéfense pour pouvoir faire face à l'atteinte de leurs droits les plus élémentaires. Après plusieurs prises de contact, une réunion a eu lieu le 29 janvier, rassemblant des représentants de cinq lycées et a adopté un texte, diffusé par tracts, qui dit notamment: "Au lycée, aucune différence n'est faite entre les élèves de 6ème et ceux de 1ère ou de terminale. Règlement et discipline sont appliqués avec une même rigueur aux gamins de 6° et à des jeunes de 18 ans. Ceci aboutit à faire du lycée un univers complètement séparé, ré-

8
barbatif, où le jeune doit subir avec passivité, docilement un ensemble de règles et un appareil administratif souvent tracassier.

... De plus, se dessine actuellement dans tous les lycées une nette tendance à la "caporalisation". Les brimades deviennent plus fréquentes, l'arbitraire de l'administration va croissant, les sanctions se font plus lourdes. Il semble qu'on cherche à faire des élèves une masse docile et soumise, prête à accepter n'importe quoi..... A 18 ans, un jeune est capable de réflexion critique, la discipline, telle qu'elle est appliquée est peut-être utile pour les tout-jeunes, mais absurde dans le cas des grands élèves.... L'éducation d'individus libres et raisonnables ne peut se concevoir sans leur participation au sens large...

SEPARÉMENT, SUR LE PLAN INDIVIDUEL, NOUS NE POUVONS RIEN. IL EST TEMPS DE NOUS ORGANISER, POUR DÉFENDRE LES DROITS QUI NOUS RESTENT ET EN CONQUÉRIR D'AUTRES QUI NOUS SONT DUS...

L'expérience rouennaise paraît intéressante et doit pouvoir servir d'exemple dans les autres villes et en particulier la nôtre ou les deux lycées (Malherbe et Iffremment) de plus en plus l'aspect de casernes. En effet les entreprises individuelles face à l'administration des lycées sont, on le sait, vouées à l'échec. Il semble que ce soit là un moyen pour les lycéens de lutter contre l'oppression administrative et par là même, l'oppression gaulliste. Mais là se présentent des difficultés. Il est difficile d'organiser un milieu où il n'y a jamais eu aucune forme d'organisation et où, de ce fait, on se trouve face à l'incompréhension ou la peur de certains. Réunir des lycéens pour ce qu'ils appellent "politique", n'est pas chose facile. Pour que l'expérience de Rouen réussisse, il faut qu'elle emporte l'adhésion d'une grande masse de lycéens. De plus un développement national de ces "syndicats" serait à souhaiter non seulement pour l'intérêt des lycéens rouennais mais aussi pour affirmer la justesse de cette entreprise."

Un lycéen de Caen.

Note de la rédaction

Il serait facile de dénoncer les erreurs qui se sont glissées dans la lettre de notre correspondant anonyme, telle l'idée d'une scolastique combattue par la tradition républicaine.

Mais nous retiendront surtout de cette lettre, outre cette intéressante expérience rouennaise que nous ne connaissions pas, la compréhension de la nécessité d'une lutte organisée des lycéens contre le Plan Fouchet et contre la répression administrative.

Les étudiants communistes ne peuvent que souhaiter la création d'un comité de défense des lycéens caennais.

Les prix pratiqués par les chantiers français qui seuls pourraient assurer leur survie face à une menace japonnaise ne sont que des mesures de détresse. La capacité de production, le degré de modernisation de ces chantiers sont insuffisants pour maintenir des prix aussi bas. Le seul remède: la concentration. Mais la concentration exige des capitaux, des capitaux pour renouveler les moyens de production périmés, des capitaux pour mécaniser, pour innover, pour réaliser un investissement de grande envergure. A ces difficultés économiques de la concentration s'ajoutent les difficultés sociales habituelles (chômage par mécanisation).

Bien sûr les commandes de "défense nationale" ont permis de compenser pendant un certain temps les déficits causés par la concurrence étrangère. Mais la bourgeoisie française n'est pas en guerre et Mr Onassis grand actionnaire des chantiers de la Méditerranée doit s'y résigner.

Sur cette crise, en plus des conséquences tragiques qu'elle a sur la classe ouvrière, quelques conclusions s'imposent:

- l'importance des facteurs internationaux dans l'équilibre économique d'un secteur industriel dans un seul pays.

- l'influence primordiale exercée par la crise d'un secteur sur les autres secteurs amont ou aval de la même branche industrielle (ici la métallurgie).

- l'incapacité de l'Etat à résoudre les difficultés économiques (et encore plus les difficultés sociales) qui tiennent aux contradictions internes du capitalisme.

- la nécessité de dépasser les mots d'ordre de revendications immédiates. La victoire du mouvement revendicatif n'est pas assurée par la présence des notables U.N.R. dans les comités de grève comme à St Nazaire il y a 2 ans ou à Port de Bouc aujourd'hui. Car le mal n'est pas dans une mauvaise organisation du capitalisme mais dans le capitalisme lui même. La solution n'est donc pas dans la promulgation de mesures partielles (commandes d'Etat ou retraites anticipées) mais dans la nationalisation pure et simple, et ce sous contrôle direct des ouvriers.

UN CAPITALISTE "LIBRE"
60 OUVRIERS "LIBERES"

La succursale d'Argentan de la banque industrielle et commerciale de l'ouest (BICO-directeur Coubrun) a dans ses comptes un trou d'environ 2 millions de francs, détournés au profit d'un certain Beauvais, patron d'I usine de poussettes pour enfants (Soc. Maber).

Plainte de la direction générale de la BICO. Le règlement judiciaire de l'entreprise Beauvais se terminera probablement par la liquidation de la Maber.

Bilan: une soixantaine de personnes en chômage!

Chantiers navals

Depuis le 26 Janvier, les grèves, manifestations, marches protestataires de masse, motions de syndicats se sont succédées tant dans les chantiers navals, et dans leurs entreprises sous-traitantes, que dans tous les secteurs de la métallurgie (de l'extraction du minerai aux fabrications de produits finis) et même jusqu'aux marins de tous les ports français. Commencée à Port de Bouc aux chantiers et ateliers de Provence l'action ouvrière s'est peu à peu étendue aux métallurgistes bordelais, puis aux Forges et Chantiers de la Méditerranée (La Seyne et le Havre) aux ateliers et chantiers de la Seine-Maritime (Le Trait) et enfin outre les marins, aux ouvriers métallurgistes des hauts fourneaux de Chasse, des constructions d'avions, de camions de la région parisienne réunis à Suresne.

Examiner les causes de cette crise sociale, c'est entrer dans la structure complexe des crises économiques et financières du capitalisme, c'est remonter, jusqu'à leur origine, les réactions en chaîne simultanées qui s'y produisent. Les licenciements et le chômage des ouvriers des chantiers navals constituent le dénouement brutal d'une politique imposée par le gouvernement qui avait visé dans la concentration des 4 chantiers (chantiers de La Ciotat, de la Seine-Maritime, de Provence et de la Méditerranée) l'élimination de 2 d'entre eux (Provence et Méditerranée). Ce plan de concentration imposé par les énormes déficits financiers des sociétés navales, (ce qui ne signifie pas la suppression du profit pour les capitalistes) que l'Etat devait plus ou moins supporter s'est brusquement heurté au problème du personnel. Mais toutes les tentatives opérées dans ce domaine (aide, prêts gouvernementaux, reclassement du personnel) les licenciements ont continué et continueront à sévir, que la concentration s'opère ou non.

Si la concentration n'est pas à même de régler les problèmes aussi bien sociaux que financiers, c'est que les causes en sont plus profondes. Elles tiennent en effet à une crise du mécanisme de la production et de la demande de la métallurgie en général et des constructions navales en particulier.

La première cause de cette crise a un caractère international. Le dynamisme du capitalisme japonais dans le secteur des constructions navales est tel qu'il est en passe d'accaparer le monopole, condamnant à mort les chantiers européens. Les chantiers français en tentant d'obtenir des prix susceptibles de concurrencer les prix japonais ont encore actuellement suffisamment de commandes pour ne pas craindre un manque de travail. Que se passe-t-il, alors? La source du mal n'est pas à rechercher dans la demande mais dans la production.